

Sami Aoun

Professorat the School of Applied Politics, University of Sherbrooke, Canada

En défense du libéralisme libanais : l'impasse des idéologies religieuses au milieu du Chaos déclenché par le printemps arabe

L'objectif de cette intervention est de suggérer un mandat idéo-culturel possible pour la Maison du Futur à la lumière des valeurs fondatrices de l'expérience libanaise étatique, constitutionnelle, pluraliste au niveau religieux et confessionnel, ainsi que pluri-ethnoculturel. Cela est certainement sur un aveu partisan qui croit que le convivium libanais est toujours porteur d'espoir (même d'espérance) pour être une plateforme de la nouvelle Renaissance arabe tant souhaitée.

Selon ses pères fondateurs, chrétiens et musulmans, ainsi que les élites de la Renaissance arabe, le Liban a été voué et projeté comme un espace de liberté et de loyauté citoyenne fondée sur les liens civiques, en dépit de la précarité et la dose d'artificialité, de son entité annoncée en 1920. En un certain sens le Liban a déjà été projeté comme un modèle référentiel démocratique et pluriel pour un certain Plan Marshall avant la lettre !

En ce moment critique de l'histoire du Liban où les effets désastreux du Grand Jeu au Petit Levant sont subis, il est de la sagesse la plus élémentaire de conserver et même de consolider les acquis de l'État libanais et ce, dans le but de faire affranchir du spectre de l'effondrement des États faillis ou presque et l'éclatement des entités pluri-religieuses, et du coup dilapider les acquis de la modernisation de la période de post indépendance.

Sans un excès de zèle de patriotisme, il est bien manifeste, et à titre comparatif avec son entourage proche-oriental, que le Liban garde les prérequis pour être – et encore une fois – une plateforme du renouveau culturel et un lieu de synergie avec les idéaux de la modernité surtout en leur rapport avec les matrices interreligieuses et interculturelles, et un modèle d'hébergement de la démocratie libérale.

La survie de l'État libanais est la condition sine qua non pour que chaque communauté reste un acteur dans le concert des États-Nations.

Il est de coutume de dire que le Liban n'a pas subi les affres du despotisme oriental, non plus un féodalisme lourd. Même en sa Montagne s'est formée avant d'autres coins du proche Orient, une société civile et une idée républicaine. L'avantage historique du Liban est dû aussi au fait qu'il a été régi selon les modalités du contrat social et non pas par l'allégeance traditionnelle pour gérer son pluralisme. Toutefois, malgré la faillite évidente de la gestion du confessionnalisme (antinomique avec les piliers du libéralisme), surtout l'échec des partis transcommunautaires, couplé par une mentalité mercantile, le Liban a maintenu une avance dans l'encadrement des idées fondatrices de la démocratie libérale et donc il est réhabilité pour renouer avec sa mission originelle et il faut le souhaiter survivre à la crise institutionnelle et politique actuelle.

Sur cet arrière-plan je formule une critique sur la crise des idéologies combattives islamistes :

Un simple survol du chaos dans les sociétés arabes permet de juger ses idéologies religieuses et sectaires ainsi que de noter le constat de leur attitude

inhibitrice de la culture démocratique dans cet espace libanais et son voisinage. Ainsi, par le fait même et à l'instar des approches anti libérales se formeront des obstacles majeurs contre la paix citoyenne et le développement durable et citoyen. Ce ne sont surtout pas des alternatives aux idéologies autoritaires même les plus laïques et les semi-laïques parmi elles. C'est encore par leur exclusivisme sectaire ou religieux elles ne seront pas considérées comme un socle solide pour la paix sociale et l'entente harmonieuse dans les sociétés plurielles.

Cette crise actuelle qui traîne depuis le Printemps arabe et ses déboires et bien avant, confirme la fin des grandes utopies de la culture politique arabe moderne et contemporaine qu'elle soit le panislamisme ou l'utopie califale, l'arabisme dans ses différentes expressions institutionnelles, ou tout autre nationalisme sans contenu démocratique et même la vision de la gauche socialiste ou marxisante.

En accompagnement avec cet âge des extrêmes que traverse l'espace politique arabo-musulman, la Maison du Futur pourrait contribuer à une réflexion critique en quête des solutions appliquées aux enjeux suivants :

– Les enjeux du Printemps arabe

Ce virage qui n'a pas livré tous ses sens, porte en lui en principe malgré ses soubresauts volcaniques le mince espoir d'un âge libéral et dont la mort annoncée reste prématurée. D'où le rôle impératif de la MDF de contribuer aux efforts de faire sortir le Printemps arabe de sa crise. La participation des élites libanaises dans l'avancement de la démocratie libérale est incontournable. Leur apport au sein de la culture arabe est majeur pour la rendre hospitalière à l'idéal libéral et ses exigences pour la création de l'État de droit civique, gérante, garante et neutre, du primat de l'individu et les droits égaux des citoyens, tout en œuvrant pour l'État Providence avec une décentralisation administrative accrue. Ce qui devrait être à l'opposé de l'État sultanique qui a formé une chape de plomb sur la société civile. Ceci dit, le libéralisme n'a pas la robustesse apparente des idéologies totalitaires et autoritaires, religieuses plus spécifiquement ! Il traîne le dilemme de Böckenförde : qui annonce que le libéralisme n'a pas de garanties sur la validité de ses prémisses !!!

– Les enjeux de la "Fitna"

Qu'elle soit au sens religieux propre à une guerre fratricide au sein de l'Islam, ou au sein des branches sunnites et chiïtes, ainsi qu'un usage à un degré alarmant de la violence sectaire tragiquement autodestructrice, une rivalité à somme nulle et des débordements désastreux sur le vécu des deux idéologies selon les dires de WajihKawtharani : Un Faqih avec un sultan et un Faqih sultan ! Tout au plus que cette guerre inter-musulmane pour des raisons géopolitiques et idéologiques touche aussi les communautés diasporiques et déclenche une dynamique de radicalisation et de violence extrême et d'endoctrinement identitaire qui met en péril leur image et ternit celle de leur foi religieuse et leurs aptitudes à l'intégration citoyenne.

– La polarisation autour de l'autorité entropouvoirs militaires et islamistes et l'essoufflement de la politisation de l'Islam.

En ce sens les élites libanaises sont intensément sollicitées à contribuer et à raconter leur expérience sur la bonne distance entre le politique et le religieux. Ceci sans pour autant minimiser l'instrumentalisation constatée et prouvée par des régimes laïcisant ou semi-laïques des idéologies religieuses intégristes et combatives, qui ont mené au chaos du Printemps arabe, à l'aggravation du rôle des idéologies contre-révolutionnaires et à l'anarchie des fatwas anti-culture démocratique.

– La polarisation géopolitique

Elle s'avère désastreuse entre les puissances islamistes particulièrement l'Arabie saoudite, (perçue comme sunnite rigoriste, ou fondée sur une alliance tribale avec

l'establishment des prédicateurs wahhabites) et l'Iran, (puissance cléricale persano-chiite adoptant une approche d'exportation de sa révolution idéo-religieuse). En outre sa dynamique autodestructrice, cette polarisation entre les deux puissances islamiques a engendré un glissement de la configuration de l'ennemi (de la guerre avec l'Autre à la guerre intestine).

Sur le plan référentiel, ni le modèle wahhabite ni le cléricale iranien, ni même celui islamo-turc (en éclipse pour le moment) pourrait être répandu dans l'espace arabe, d'où l'urgence de la quête de son propre modèle.

Le Liban pourrait être un lieu et une tribune via la Maison du Futur et ses partenaires, pour relever ce défi.

Il va sans dire que l'accomplissement réussi d'un projet de développement humain durable trouve sa plénitude dans un espace démocratique libéral.

La question du libéralisme se pose au moment des échecs des idéaux et des slogans du Printemps arabe, suite auxquels des convictions dans les cercles de pouvoirs, des élites journalistiques, des observateurs diplomatiques et des perceptions populaires surtout en Occident, répandent encore une fois que les valeurs libérales sont soit rejetées soit menacées par l'islam en général et les islamismes en particulier.

D'où les questions récurrentes et dubitatives sur la probabilité d'implanter la démocratie des valeurs dans cet espace, malgré la proximité géographique, le fonds gréco-romain et les ressemblances autour de la Méditerranée ainsi que la parenté entre l'islam et les deux autres monothéismes, (le judaïsme et le christianisme). Ce qui fait réellement que les musulmans ne donnent pas des réponses sans ambiguïté et claires sur le sort et la pertinence du libéralisme dans leur devenir face à leurs enjeux !

Cela tout en gardant dans l'esprit que toutes les idéologies dans la culture arabe ont tenté de ternir l'image du libéralisme, l'accusant de jouer le tremplin des intérêts occidentaux ou d'être importé et dénudé de racines culturelles. Un bon croyant n'est pas un bon libéral et vice versa !

Signalons au passage et à titre comparatif que les fondements théologiques du libéralisme ont été largement soulignés par plusieurs penseurs et auteurs, qui considèrent que la modernité est la fille légitime du christianisme porteur en lui-même les germes de la sécularisation. Dans le célèbre discours du Pape Benoît XVI à l'université de Ratisbonne (2006), à propos de la relation entre la foi et la raison dans la pensée occidentale, celui-ci explique que le christianisme a effectué une synthèse entre la philosophie grecque et la foi biblique. Ce qui a permis une promesse de la pensée chrétienne de s'engager sur le chemin d'une connaissance rationnelle. Il est important de signaler que le Pape Benoît XVI reconnaît dans ce discours les bienfaits et les grandeurs de l'idéal de la modernité.

Cela signifie que des parentés similaires avec la vision de l'islam et ses cultures sont probables. Les deux centralités référentielles dans la culture universelle humaine sont manifestes et imposantes : La centralité du religieux et la centralité de la modernité politique.

Ainsi dit et constaté, les axes de recherche et de réflexion suivants sont à explorer :

Premier axe : La réforme religieuse

Elle est sollicitée et recommandée comme sortie de crise des idéologies islamistes, surtout vue la difficulté d'imaginer l'islam se placer à contre sens de l'ordre international hors des institutions étatiques modernes. Il est encore difficile, même improbable, de prévoir l'islamisme bâtir son État sans considération de la

sécularisation et ses dynamiques et exigences qui sont en cours dans ses propres cultures, notamment sans conserver l'ordre étatique de ses propres pays.

On ne manque pas à la rigueur en affirmant la centralité de la religion dans les imaginaires identitaires et les mémoires collectives et individuelles. C'est une raison de plus que le religieux ne soit plus ou pas la seule affaire de l'islamisme politique, ou celle des croyants eux-mêmes. Vue que ni le fondamentalisme ni l'intégrisme ne peuvent s'entendre sur un dialogue fructueux avec les exigences de la modernité. Pire : ils sont inaptes à s'engager même dans un dialogue interreligieux et interculturel en vue de consolider le vivre ensemble.

Malgré les apparences, et indépendamment des lectures intégristes et fondamentalistes des textes sacrés, le religieux est multifonctionnel, et en plus d'être polysémique, il se porte à l'usage et ainsi qu'au service du despotisme et de l'autoritarisme. Mais paradoxalement, il se prête à être un tremplin de démocratisation et de modernisation. Grâce justement à la polysémie des Textes sacrés et au phénomène de transvasement des valeurs, le religieux est une source justificatrice et légitimatrice de Modernité (Pierre Manent)

C'est dans cette approche qu'on est en position d'affirmer l'échec des discours islamistes exclusivistes et leur inaptitude à inclure les idéaux de la modernité surtout le primat de la liberté individuelle et celui de la liberté de conscience. Ajoutons aussi la pauvreté sémantique des récits islamistes devant l'ascendance de la modernité politique surtout avec son expression démocratique.

Second axe : L'utopie califale

Ces idéologies islamistes sont restées éprises des approches de domination (wilayet al moutghaleb), et ce depuis les premiers moments de l'émergence de l'autorité califale (as-sakifa). Ce qui révèle les conséquences désastreuses de la politisation du religieux et surtout l'inclusion du religieux dans le processus décisionnel politique et institutionnel. Ce qui a été révélé par leur échec dans le ta'ssil (enracinement) des valeurs de la démocratie et en se limitant à légitimer la démocratie procédurale, et dans la même avenue leur échec à conceptualiser l'État-nation ou l'État territorial (ad dawla al watania) comme couveuse de démocratie et comme un moyen efficace et prometteur de la modernisation.

Les pistes de sortie de crise

Cela étant, la MDF à ce niveau de réflexion idéo-culturelle, s'engagera sur les pistes de sortie ou les politiques appliquées pour le déblocage des liens entre l'étatique, le religieux, et la politique :

S'engager dans le débat pour la laïcité ouverte ou la neutralité de l'État, soit par un retour à la Constitution de 1926, soit en s'inspirant de la Constitution tunisienne actuellement en vigueur. Finir avec cette invraisemblable binarité "le fondamentalisme est authentique et la laïcité est étrangère" sans toutefois glisser vers un fondamentalisme laïc qui est de la même matrice que le fondamentalisme religieux rejetant la démocratie ! C'est dans ce sens qu'on rappelle que dans la foulée des changements survenus après le printemps arabe, Al-Azhar a proposé des idées sur l'État de droit, sur l'équité, la justice et la liberté, qui sont nettement plus modérés que le discours islamiste en toutes ses variations.

Dans un célèbre document après le printemps égyptien, il redéfinit la relation entre l'islam et l'État. Ce document inclut plusieurs points essentiels qui visent entre autres, à :

– Soutenir la création d'un État national constitutionnel démocratique et moderne, basé sur une constitution approuvée par la nation, qui assure la séparation des pouvoirs et des différentes institutions dirigeantes.

– Adopter un régime démocratique, basé sur le suffrage universel direct, une forme moderne reconnue pour la réalisation des principes de la Chouraislamique qui garantit le pluralisme et la transmission pacifique du pouvoir... etc.

– S’engager au respect du système de libertés fondamentales de pensée et d’opinion, dans un total respect des droits de l’homme, de la femme et de l’enfant, l’affirmation du principe de pluralité, le respect de toutes les religions monothéistes, tout en définissant la citoyenneté comme le seul critère de responsabilité au sein de la société.

– Respecter la culture de la différence et l’esprit du dialogue, la prévention de l’accusation d’athéisme, ainsi que l’instrumentalisation de la religion afin de créer la discorde et l’hostilité entre les citoyens et criminaliser l’incitation à la haine confessionnelle et raciale.

L’éthique citoyenne hautement inspirée de la morale religieuse et de la morale humaniste et de la modernité, en vue de l’émergence d’une éthique politique non violente.

Justement sur cet aspect, il est impératif de poursuivre la réflexion sur le Fiqh al Aqliayt. La mise en application du principe pertinent pour une approche libérale : Darouratobihal-mahdourat (La nécessité permet l’interdit). Ainsi le spectre des nécessités s’agrandit alors que celui des interdits se rétrécit. Par ce fait même, se donner comme obligation d’actualiser les mécanismes de la jurisprudence musulmane, pour se conformer aux registres normatifs de la démocratie libérale. La reformulation des maqassed (finalités) comme envisagé par l’imam Shatibi (mort en 1388).

Approfondir le débat sur les conséquences négatives de la réduction de la Foi religieuse à une idéologie de combat ou de gestion belliqueuse des subjectivités et des factions concurrentes et rivales qui sont foncièrement anti humanistes et anti modernes. Par ce fait, les idéologies religieuses s’avèrent anti développement et anti renouveau culturel et une recette de cette dégradation dans la logique raciale et raciste au sein de la sphère de l’islam. Ce qui, en ce sens, provoque l’enlisement dans l’éloignement de l’esprit du siècle : s’enfoncer dans leur logique de bellicosité et d’exclusivisme, et leur incapacité endémique à se reconnecter aux valeurs universelles et universalisables.

Ce qui est devenu une évidence : il n’y a pas un religieux viable sans une synergie avec la modernité et il n’y a pas une modernité enracinée dans la culture arabe sans une profonde interaction de celle-ci avec celle-là. Ni le passéisme, ni le fondamentalisme ni l’intégrisme ne sont porteurs de projets de société surtout en insistant à écarter des interactions avec la modernité politique et culturelle. Sous cette optique la MDF pourrait abriter un débat avec des méthodologies des sciences humaines et sociales pour trouver les meilleures conditions pour un développement modèle Plan Marshall et en particulier avec une nouvelle vision sur le dépassement de la double instrumentalisation du politique et du religieux. Ce qui est en soi un prérequis pour faire la distinction entre ce qui est du dogme et ce qui est de la coutume ou du culte et du cultuel.

Par conséquent la MDF pourrait être utile dans le débat incontournable sur la loyauté citoyenne où devraient primer les loyautés communautaires dans la gestion du pluralisme et le primat de la Raison de l’État. Il est aussi impératif de faire remarquer que l’État n’est pas émergé du fond religieux abrahamique ou de la révélation monothéiste et expressément islamique. Le fondement qui cimente l’État reste la Assabiya et non pas le lien de la Foi et de la croyance religieuse ! Cela est vrai pour l’Occident et l’Orient, tout au long de l’histoire du Moyen-Orient arabo-musulman !

Reconnaître ces faits garderait vivante la question de la possibilité de la démocratie islamique. Encore plus, il la rend de plus en plus probable, en invitant à une autre approche de la nécessité de l'inclusion du religieux dans le projet de modernité dans les parcours arabes et musulmans sans nier des racines et des préludes possibles dans la Tradition et l'Idéal coraniques de la possibilité de la démocratie.

Toutefois, Il est bien évident que les idéologies intégristes étouffent cette possibilité par leur concentration utopique identitaire et leur déficit dans le contenu social. En ce sens, ces intégrismes, par leur littéralisme par leur concentration sur le Texte, ils en ignorent le contexte ; par leur bellicosité et leur conflictualité due à leurs approches "Takfiris" deviennent une force anti démocratique et étouffent les grains possibles de l'éclosion de la démocratie en terre de l'Islam. La réalité dramatique que des millions des adeptes des idéologies religieuses combattives se lancent dans des batailles apocalyptiques et prétendument justifiées par de utopies mahdistes et millénaristes.

y

En guise de conclusion, il faut dire qu'en ce moment de la montée criante et apeurante en Occident de la radicalisation menant à la violence au sein des sociétés démocratiques, et pour avoir une expertise sur ce phénomène, qui est de toute évidence une source de nuisance pour la démocratie libérale bien ancrée mais qui est par contre une menace existentielle pour un pays comme le Liban et les États et les sociétés composées et multiculturelles.

La MDF devrait assumer un rôle de prévention vigilante dans une période qualifiée de "La Brutalisation du monde : du retrait des États à la dé-civilisation", selon le fameux titre de Joseph Laroche. Alors sur ce point, un débat ouvert interreligieux et interculturel sur la responsabilité de la religion en général et l'Islam en tant que tel et en tant qu'une des visions qui garde une emprise avancée sur l'étatique et le politique, vu la polysémie de ses textes fondateurs, est nécessaire pour établir l'approche socio-culturelle des profils du l'activiste radical antidémocratique. Ceux qui œuvrent pour le déraillement des projets de développement durable.

Enfin il est important de souligner que le religieux ne meurt pas avec la modernité, mais ses formes et ses expressions, ainsi que son rôle, connaissent une mue positive vers le vivre en commun nécessaire pour une société plurielle comme le Liban. De la sorte la pensée religieuse (ou la réflexion sur le sacré) n'est pas sacrée. Et les idéologies religieuses ne sont pas le dernier mot sur l'interprétation du religieux. Une lecture démocratique, libérale et forcément laïque est donc toujours possible. Sur cette avenue, le Liban, ce passeur culturel, grâce à son convivium islamo- chrétien et sa tradition libérale, reste le lieu privilégié au Moyen-Orient pour articuler des plans de développement humain durable.